

CIBLE

Veto !

Les oligarques croient dur comme fer aux sondages, et les idéologues célèbrent la « démocratie d'opinion ». Eh bien ! c'est le moment de mettre en accord ses croyances et ses actes. Mieux : c'est l'occasion ou jamais d'agir dans la totale « transparence » selon le vœu formulé par le chef de l'État.

Deux sondages publiés le 7 janvier montrent que les Français sont, à une forte majorité, opposés à une intervention militaire américaine en Iraq et à une participation française à la guerre.

L'annonce a produit son petit effet. Alors qu'on avait cru comprendre que Jacques Chirac annonçait la mobilisation en déclarant qu'il fallait « se tenir prêt à toutes éventualités », la gouvernance se répand en propos apaisants.

Si « le recours à la force est toujours un constat d'échec et la pire des solutions » comme l'affirme le président de la République, il faut et il suffit que la France utilise son droit de veto à l'ONU pour marquer son hostilité à la guerre, priver les États-Unis de toute justification à leur bellicisme et soulever, dans le monde, un immense courant de sympathie pour notre pays.

Faites-le, Maître Jacques !

EUROPE

La question allemande

Idées

**Le seigneur
des anneaux**

p. 4

États-Unis

**L'ère des
malentendus**

p. 6/7

Courrier

C'est vous qui le dites...

Ordre moral

Par certains de ses aspects, le projet de loi sécuritaire de Nicolas Sarkozy inquiète. C'est que la volonté délibérée du ministre de l'Intérieur de réprimer la prostitution, de sanctionner et de pénaliser lourdement les clients des « Belles de Nuit » témoigne de l'inadmissible retour à un nouvel ordre moral.

Autant il importe de dénoncer et de combattre la traite des êtres humains, avec tout ce qu'elle comporte d'ignoble, autant il faut admettre que des hommes et des femmes adultes puissent, en toute liberté, choisir de faire commerce de leur corps. C'est là un choix de vie que nous devons respecter, même s'il ne correspond pas aux normes traditionnelles de notre société.

Parce qu'ils sont seuls, timides, complexés, laissés-pour-compte, disgraciés, laids, bon nombre d'hommes n'ont que la prostitution comme possibilité de vie et d'activité sexuelles. Qui, mieux qu'une prostituée, peut être consciente de leur misère sexuelle, de leur souffrance, et tenter d'y remédier ? ...

Dans un monde de plus en plus froid, dur, inhumain, les prostituées, par leurs capacités d'accueil et d'écoute, peuvent aider à vivre ceux qui s'adressent à elles.

Un homme peut aussi éprouver beaucoup de tendresse et de respect pour une prostituée. Et inversement. Où est le mal ? Y aurait-il une tendresse scandaleuse (celle du couple éphémère et clandestin que forment la prostituée et son client) ?

Se rendre chez une prostituée, ce n'est pas acheter un corps, c'est être usager de services sexuels tarifés.

Dès lors, il s'avère urgent de sortir la prostitution de la clandestinité et de reconnaître qu'elle est loin d'être toujours synonyme d'esclavage des temps modernes. C'est dans ce cadre que devrait s'inscrire, enfin, la mise au point d'un statut des prostitué(e)s.

M. T. (Belgique)

Télévision

Un grand merci à la NAR qui par le biais de ses "actualités royalistes" sur internet m'a permis d'être prévenu du passage du prince Jean, duc de Vendôme, à l'émission *C'dans*

l'air d'Yves Calvi, diffusée sur France 5 le 20 décembre dernier. Pour une fois une émission de qualité où l'animateur ne se croit pas obligé de couper la parole toutes les trente secondes à ses invités ! C'est la première fois que je voyais le Prince. J'ai trouvé qu'il s'exprimait clairement, avec beaucoup d'aisance. Il a su garder une certaine réserve tout en affirmant fermement ses convictions. Une prestation vraiment très réussie. Et en plus, avec son physique et ses yeux bleus, il a du faire chavirer le cœur de bien des demoiselles...

D. B. (Bas-Rhin)

Prince Jean

C'est avec une très grande fierté de Français, bien sûr, que j'ai vu les premiers pas télévisuels - il me semble - du duc de Vendôme. C'est qu'il a une importance particulière pour moi, puisque c'est le Prince de ma génération ! Avec le regard assuré de feu son grand-père, dans le respect de son père, et sans rien ignorer du lourd héritage qui pèse déjà sur ses épaules, il a su se présenter pour ce que je crois qu'il doit être dans la France d'aujourd'hui : un point de repère et un ferment d'unité. Avec humour il a su se présenter et se mettre en valeur, au milieu d'une compagnie de qualité, pour une fois à la hauteur de la confrontation dans ce genre d'interview, peut-être bluffée même par l'aisance du jeune Prince de France. Ce dernier a su rappeler que son

nom signifiait plus de choses et en évoquait davantage que tous les autres, ce que, j'espère, de nombreux jeunes ont pu découvrir. Sa dignité, illustrée par son engagement sincère dans la francophonie est pour moi d'excellente augure. Le duc de Vendôme, déjà, sert notre pays. Heureux de me reconnaître dans un Prince de France si dévoué, j'espère qu'un jour, on saura lui donner la place officielle qu'il semble mériter ! En ce qui me concerne, je suis prêt à le servir.

La bannière de la NAR peut claquer joyeusement !

C. B. (Val-de-Marne)

Pas royaliste

Je vous ai découvert pendant la campagne des élections présidentielles un peu par hasard. Voici finalement mon abonnement à votre revue. J'ai longtemps hésité (après deux abonnements d'essai successifs de trois mois...), je ne suis pas royaliste (le principe de l'hérédité m'inquiète) cependant vos critiques sans concession mais sans haine, et vos analyses toujours de qualité m'ont séduit et j'avoue attendre toujours avec impatience le prochain numéro du journal. Je joins à cette lettre les noms et adresses de neuf amis auxquels vous pourriez envoyer le journal de ma part. Logiquement plusieurs d'entre eux seraient tout à fait susceptibles de s'abonner.

P.L. (Indre-et-Loire)

royaliste ♦
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND REHOUVEN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : L'histoire du bagagiste - La France d'en bas tombe de haut - p.4 : Non à la privatisation - Coup de torchon - p.5 : La question allemande - p.6/7 : France/États-Unis - p.8 : Économie du désir - p.9 : A propos de Tolkien - p.10 : Les Gladiateurs - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La leçon brésilienne.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'histoire du bagagiste

Après avoir passé quatorze jours en prison, Abderazak, victime d'une dénonciation calomnieuse, a été libéré.

Les auteurs de la manipulation ont été arrêtés, les médias courent toujours.

Quand cet article sera lu, tout le monde aura oublié l'histoire du bagagiste de Roissy, arrêté le 28 décembre, mis en examen et écroué pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, infraction à la législation sur les armes et les explosifs ». Tout un arsenal avait en effet été découvert dans le coffre de la voiture du jeune Abderazak, dont nous taisons le nom, trop souvent cité par les médias.

Dans l'excitation provoquée par les préparatifs de guerre contre l'Iraq et par la chasse aux terroristes islamistes, l'affaire de Roissy tombait à pic. Un bagagiste, donc un aéroport menacé. Un Arabe, donc un musulman. Un Français certes, mais dont on n'a cessé de préciser qu'il est « d'origine algérienne » - donc un islamiste. De quoi maintenir la tension...

A relire les dépêches, on constate que le magistrat et les policiers chargés de l'affaire furent toujours d'une grande circonspection dès le début de l'enquête, au point de placer en garde à vue le « témoin » qui avait averti la police de la présence d'armes dans le coffre de la voiture d'Abderazak.

Foin de précautions oratoires ! A la télévision, les journalistes avaient pris l'air grave d'un Daniel Bilalian annonçant l'arrestation d'un réfugié kurde à Sangatte.

Cher Daniel Bilalian, dont on n'oserait pas dire qu'il est « d'origine arménienne » mais qui n'hésitait pas à dénoncer, le 7 janvier, le chantage

« terroriste » des salariés de Daewoo qui déclaraient vouloir jeter des produits chimiques dans une rivière...

Chers confrères du *Parisien* qui nous informèrent le 5 janvier de traces de communications téléphoniques entre le bagagiste et deux islamistes « en relation avec un militant mis en cause dans le cadre de la préparation d'un attentat pour le match France-Algérie en octobre 2001 ». Information sitôt reprise par les agences de presse et très vite oubliée : le 10 janvier, les « faits » valant présomption médiatique de culpabilité étaient balayés par la libération du malheureux jeune homme, victime d'une vengeance.

La main sur le cœur, nos puissants confrères affirmeront qu'ils ont toujours indiqué que le prévenu clamait son innocence et que les enquêteurs avaient des doutes sur le caractère terroriste de l'affaire. Mais l'abondance des informations à charge et leur présentation créaient une certaine ambiance, préjudiciable à Abderazak et à sa famille.

Curieusement, le climat médiatique était au beau fixe lorsque Nicolas Sarkozy s'est rendu à Bruxelles en compagnie d'élus corse, dont deux indépendantistes. Ce jour-là, personne ne s'est ému des 250 actes terroristes commis en Corse en 2002, en augmentation de 60 % par rapport à l'année précédente. Ce jour-là pas plus que les autres.

Jacques BLANGY

La France d'en bas tombe de haut...

Dès sa nomination à Matignon, Jean-Pierre Raffarin avait fixé comme priorité à François Fillon la relance du dialogue social. Après six mois d'exercice, le bilan est plutôt désastreux.

Certes, le ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et le chef du gouvernement lui-même ont beaucoup consulté, mais, bizarrement, de ces consultations ils n'ont retenu qu'un son de cloche : celui du patronat.

Ainsi, début juillet 2002, à la veille d'une réunion de la commission nationale des conventions collectives et de l'emploi, censée se prononcer sur un éventuel coup de pouce au Smic, Jean-Pierre Raffarin annonçait-il sans plus attendre, en sortant d'une rencontre avec Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, qu'il n'y aurait pas d'augmentation du salaire minimum au-delà de la hausse légale qui correspond à l'inflation.

Plus grave encore. En septembre, recevant les syndicats pour les informer de ses intentions concernant la réforme de la loi sur les 35 heures, François Fillon les avait assurés qu'aucun amendement durcissant le texte ne serait accepté par le gouvernement. Or, en octobre, lorsque le texte est venu en discussion à l'Assemblée nationale, quelle ne fût pas la surprise desdits syndicats d'apprendre, par voie de presse, que plusieurs amendements déposés par les députés UMP et UDF aggravaient le texte du gouvernement.

Rebelote, toujours en octobre, à l'occasion de l'élaboration du projet de loi réformant la loi de modernisation sociale (LMS), adoptée lors de la précédente législature mais jamais appliquée. Le ministre avait informé les organisations de salariés qu'il suspendrait sept articles de la loi. Comme les syndicats avaient justement reproché au gouvernement Jospin d'avoir conçu cette loi dans le secret des cabinets ministériels, ils ne s'étaient pas trop opposés à sa réforme à partir du moment où l'amendement Michelin (qui obligeait les entreprises à négocier les 35 heures avant de mettre en place un plan social) et celui sur l'inversion de la charge de la preuve, en faveur du salarié victime de harcèlement moral, étaient conservés. Mais François Fillon a dû revenir sur ses engagements suite aux pressions exercées auprès des députés de la majorité par l'Union des industries et métiers de la métallurgie, la tendance dure du Medef.

Ces pratiques laissent mal augurer du devenir de la concertation sur les retraites qui vient de s'ouvrir.

Nicolas PALUMBO

Abonnez vos amis à l'essai : trois mois = 3,80 €

Non à la privatisation !

Les agents d'EDF-GDF ont explicitement dit non à la réforme des retraites et refusé implicitement la privatisation. C'est une bonne nouvelle pour les usagers attachés aux principes et aux avantages du service public.

Invités à se prononcer sur la réforme des retraites à EDF et GDF plus de 53 % des salariés ont répondu par la négative le jeudi 10 janvier. C'est un désaveu pour les syndicats de salariés (CFDT, CFTC CFE-CGC) et pour les organisations patronales (Union française de l'électricité, Union nationale des employeurs des industries gazières) qui avaient signé le « relevé de conclusions » favorable à la réforme des retraites. Le résultat de la consultation plonge également la CGT dans un embarras sur lequel nous reviendrons.

L'essentiel, au lendemain du vote, c'est de souligner que la bataille est loin d'être gagnée. Le refus exprimé le 10 janvier dérange les plans du gouvernement et des syndicats qui collaborent avec lui. Mais il n'arrête pas le processus de la réforme et de la privatisation.

Oubliant que la France est une République « démocratique et sociale », Jean-Pierre Raffarin et Francis Mer ont très vite décidé de ne pas tenir compte du vote des salariés. Le Premier ministre n'y a vu qu'un « débat » qui « n'entame en rien la détermination du gouvernement ». Et la CFDT s'est empressée de déclarer, tout comme les organisations patronales précitées, que la réforme devait être mise en œuvre.

Il est vrai que le gouvernement a pour lui la légalité, puisque trois syndicats ont signé l'accord. Mais il engage de ce fait une épreuve de force contre des salariés qui ont pour eux la légitimité : le vote majoritaire,

qui conforte les principes de notre droit politique et de notre droit social.

Comme il est d'usage dans l'oligarchie, le gouvernement et ses groupes de soutien s'engagent dans le conflit avec un mélange d'arrogance, d'hypocrisie et de violence qui pourraient bien exaspérer les agents du service public et les citoyens qui veulent continuer à se chauffer et à s'éclairer dans les mêmes conditions et à des tarifs modérés.

L'hypocrisie c'est d'affirmer, comme le président de l'UFE sur LCI le 10 janvier, que l'ouverture du capital n'est pas contraire au service public alors que l'expérience montre que la folle logique financière le détruit radicalement.

L'arrogance c'est de déclarer, comme naguère Alain Juppé, que les salariés hostiles aux projets gouvernementaux et patronaux n'ont rien compris alors que les opposants à la réforme ont déposé leur bulletin en toute connaissance de cause : ils ne veulent pas que MM. Raffarin et Mer continuent à dilapider le patrimoine industriel de la nation, à la suite de MM. Jospin, Strauss-Kahn et Fabius.

La violence, c'est de dire que les décisions prises seront appliquées malgré la volonté des salariés (qui ont bâti EDF-GDF) dans un esprit de « dialogue » qui est conçu pour faire accepter par lassitude ce que le personnel vient de refuser. Nul ne sera dupe de ces grossières manipulations.

Maria DA SILVA

Coup de torchon

Huit circonscriptions interrégionales pour rapprocher les citoyens des élus ? Billevesée ! Sous prétexte de « proximité », les oligarques veulent s'assurer le quasi monopole de la représentation politique en éliminant tous les gêneurs.

Toujours plus de postes, de places et de fonctions ! La fraction droitière de l'oligarchie contrôle déjà l'ensemble des pouvoirs et la fraction « socialiste » capitalise les restes de l'opposition parlementaire. Cela devrait suffire, dira-t-on. Ce consentement résigné est considéré dans la classe dirigeante comme une inconvenance, à la limite de l'opinion subversive.

Il est en effet scandaleux d'oublier que les oligarques de droite et de gauche ont encore d'innombrables bouches à nourrir. Il faut donc sans cesse gratter les fonds de tiroirs et l'attribution de sièges à des candidats marginaux est considérée comme un effet pervers du jeu électoral.

De fait, les oligarques constatent comme tout un chacun que l'expression démocratique comporte des aléas, des risques, de mauvaises surprises provoquées par des électeurs qui démontrent leur coupable indifférence à l'égard des problèmes d'emplois au sein de l'oligarchie ou qui s'opposent follement à la gouvernance des plus compétents et des plus riches. Quand la liste Pasqua dépasse celle de Nicolas Sarkozy aux élections européennes, cela provoque du désordre dans les plans de carrière. Quand Jean-Marie Le Pen profite, dans ce même type de consultation, du vote-défoir, c'est agaçant car il faut ensuite consacrer de précieuses minutes d'antenne à promettre le comblement du « déficit démocratique ».

Solution ? Le coup de torchon ! L'opération confirme Nicolas Sarkozy dans la figure emblématique du Monsieur Propre qui est à jamais associé au produit de lessive efficace. En plus du nettoyage ethnique (les Tsiganes), du nettoyage social des centres urbains et de la ventilation des réfugiés politiques (après la fermeture de Sangatte, ils errent dans Paris), voici le nettoyage électoral.

Jean-Pierre Raffarin et les stratèges de l'UMP voulaient créer vingt-deux circonscriptions, une par région, pour les élections européennes. Mais les chefs des petits partis ont tellement protesté (à commencer par François Bayrou, euro-péiste sauf quand ça le dérange) que Nicolas Sarkozy a trouvé une formule de compromis : huit circonscriptions interrégionales. Adopté ! L'habile Nicolas s'est contenté de reprendre une proposition socialiste et les ordinateurs de son ministère démontrent que le découpage favorisera l'UMP et le PS, avec quelques miettes pour les alliés-otages de droite et de gauche. Les formations protestataires et révolutionnaires seront quant à elles éliminées.

Peu importe que des millions d'électeurs soient, là encore, privés de toute représentation : y voyant plus clair, l'électeur se sentira plus proche de l' élu qui lui sera présenté par l'oligarchie parisienne. Chaque jour, chaque heure, un peu plus de démocratie. Merci, Nicolas Sarkozy !

Annette DELRANCK

La question allemande

Quarante ans après de Gaulle et Adenauer, la France et l'Allemagne restent plus proches l'une de l'autre que chacune d'elles avec qui que ce soit. L'alternative à leur relation privilégiée n'est pas un renversement des alliances mais l'isolement.

La relation franco-allemande a été trop souvent présentée comme celle d'un couple. Ni amour ni amitié, peut-être une camaraderie ou un copinage. En réalité, le vocabulaire sentimental doit être proscrit si l'on veut comprendre et durer. La relation personnelle entre De Gaulle et Adenauer n'était pas de cet ordre. On ne montrait pas ses sentiments. Il n'était nul besoin de montrer les dents dans des sourires figés ni de se taper dans le dos ou sur le ventre. Français et Allemands ne s'aiment pas, mais ils n'ont aucune raison non plus de ne pas s'aimer ou de se détester. Nous parlons donc d'une relation adulte, de travail, de raison.

Nos deux sociétés et nos deux milieux politiques sont souvent aux antipodes. Chirac et Schröder ont été tous deux réélus à trois mois de distance pour des raisons diamétralement opposées. Pour la première fois sans doute, le monde parlementaire et gouvernemental français a définitivement « passé » mai 1968. Il est au-delà. A l'inverse, les post-soixante-huitards dominent la classe politique allemande, physiquement et surtout mentalement. Le paradoxe est que France et Allemagne ne s'entendent jamais mieux que si elles sont différentes, transformant ces différences en complémentarités. Rien n'aurait été plus frustrant et décevant pour la France de Chirac et Raffarin qu'une élection de

Stoiber. On a vu ce qu'a donné la relation entre Schröder et Jospin !

La France a loupé le coche à plusieurs reprises avec l'Allemagne. Elle n'a jamais trouvé le ton juste pour saluer l'unification des länders de l'Est. Elle a raté l'élargissement à l'ex-Allemagne de l'Est comme elle a presque raté celui aux dix États d'Europe centrale. Pourquoi ? Pour la raison bien simple qu'elle a cru que la puissance de la *Grössdeutschland* deviendrait irrésistible, au détriment de celle de la France. On n'a donc pas saisi les occasions que les pays d'Europe centrale nous offraient, eux qui au contraire voulaient rééquilibrer le voisin. Même pour l'euro, nous avons cru que l'Allemagne voulait imposer une zone mark sans réaliser le sacrifice énorme que constituait pour l'Allemagne « post-1945 » l'abandon de sa monnaie. Défaut de générosité ? La raison suffit.

Nous en arrivons finalement à nous apercevoir que, depuis longtemps, nous avons fait fausse route vis-à-vis de l'Allemagne « post-moderne » qui, en réalité, rêve d'un modèle autrichien ou suisse et non d'Anschluss. L'Allemagne réalise pendant ce temps qu'elle ne peut vivre son rêve, qu'on ne la laissera pas tranquille, qu'elle n'a pas le droit à la neutralité et au pacifisme. La seule issue pour Berlin est de s'appuyer sur le partenaire français au moment même où Paris commence à ne plus se poser, chaque matin et chaque soir à la faveur des éditions de nos grands

quotidiens, la question : faut-il avoir peur de l'Allemagne ? Pour une fois, les intérêts des deux pays se rencontrent. Trop souvent ils ont été en décalage : ils étaient prêts, nous ne l'étions pas ou l'inverse. Cette fois nous sommes prêts en même temps à faire œuvre commune en Europe et au dehors.

Cette conjoncture peut n'être qu'éphémère. Chacun peut être amené à reprendre sa route séparément, le fameux *sonderweg* allemand, lourd de conséquences, et nous : « la France seule » ? Mais pour le moment, nous avons plus intérêt à être ensemble qu'à être isolés ou à être avec quelqu'un d'autre. L'Anglais n'est plus attractif ni pour l'un ni pour l'autre. L'Américain, chacun semble l'avoir compris, était seul à profiter de la rivalité franco-allemande et en a joué à satiété dès la ratification parlementaire du traité de 1963. La dernière élection allemande a sonné le glas de cette politique européenne de Washington. N'ayant plus confiance en l'Allemagne, les États-Unis n'ont plus aucune raison de jouer de l'Allemagne contre la France. Peut-être peuvent-ils encore imaginer jouer de la France contre l'Allemagne, mais nous ne tomberons pas dans le panneau. Pour l'instant, Berlin est un poids mort. On n'y apprend rien de nouveau. L'Allemagne, en difficulté, n'est pas l'avenir de l'Europe. Mais elle sera reconnaissante à ceux qui, dans l'adversité, ne l'auront pas reniée. L'Allemagne est à terre. La France s'honorera de ne pas l'abandonner, de l'aider à se relever. Elle a l'occasion de se donner le beau rôle. Ne nous en privons pas.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **LAOS** – C'est à l'initiative du régime communiste qu'ont eu lieu quatre jours de festivités grandioses à la mémoire du roi Fa Ngum fondateur du royaume laotien au XIV^e siècle. Ces fêtes avaient pour ambition de célébrer « l'unité du peuple laotien » car c'est « le roi qui a été le premier à réunir toutes les ethnies qui composent le pays » a indiqué l'ambassade du Laos à Hanoï. Cet hommage à la monarchie peut sembler paradoxal quand on se souvient que c'est le même régime qui, il y a vingt-cinq ans, fit périr le roi Savang Vatthana et les principaux membres de sa famille en camp de concentration. Ce l'est moins quand on sait que depuis un certain temps, le régime, en perte de vitesse, essaye de s'approprier toute une série de symboles pour renforcer sa légitimité. Depuis la France, où elle vit en exil, l'actuelle famille royale a fait savoir qu'elle « souhaitait prendre toute sa part dans un processus de changement qui consisterait à réconcilier et à rassembler tous les Laos de toutes les ethnies sous un régime de paix ».

♦ **GRANDE BRETAGNE** – Selon le *Daily Mail*, la Maison Blanche a demandé que soit annulée la visite que le prince Charles devait faire en mars aux États-Unis. La raison en est simple : en privé le prince ne manque pas de dire son opposition totale au projet de guerre contre l'Iraq élaboré par Georges Bush avec le soutien actif du Premier ministre britannique Tony Blair. Ce dernier voit avec inquiétude la montée, dans son pays, des opposants à la guerre. Jusqu'au plus haut sommet de l'État...

♦ **TCHÉQUIE** – Les monarchistes tchèques se sont manifestés à l'occasion de l'élection présidentielle. A l'initiative de l'association *Pour la Monarchie*, animée par l'écrivain Petr Placák, un défilé a été organisé dans les rues de Prague ainsi qu'une soirée rock sur le thème « N'élisez pas des guignols, élisez le roi ! ». L'association appelle de ses vœux une monarchie constitutionnelle et souhaite faire appel au prince Charles d'Angleterre pour monter sur le trône de Bohême. Rappelant que « dans le passé, la diète avait le droit d'élire le roi de Bohême », Petr Placák souhaite surtout que s'ouvre un débat, estimant qu'aucun des candidats n'avait actuellement la stature nécessaire pour remplir les fonctions de chef de l'État.

♦ **SUÈDE** – Sur la question de la monarchie le divorce est total entre les parlementaires et l'opinion publique. En effet, selon une enquête publiée par le quotidien conservateur *Svenska Dagbladet*, près de la moitié des députés (167 sur 349) se déclarent partisan d'une réforme constitutionnelle abolissant la monarchie. En revanche, selon les sondages d'opinion, seuls 16 % des Danois souhaitent l'instauration d'une république. Plus encore, le roi Carl XVI Gustave a été désigné comme « l'homme le plus apprécié de l'année » et la reine Silvia est en tête des sondages sur la personnalité féminine préférée des Danois.

L'ère malentendu

Notre collaborateur Yves La Marck observe depuis plusieurs années la vie politique aux États-Unis. Lors d'une conférence prononcée à nos Mercredis parisiens, il avait montré la puissance du courant néo-conservateur américain, analysé le contenu de son idéologie et souligné son influence sur les actuels dirigeants du pays. Nos lecteurs pourront constater l'ampleur du malentendu transatlantique et seront désormais avertis des pièges de l'anti-américanisme, tout autant que des illusions de l'américanophilie. La voie étroite que nous suivons se trouve ainsi confirmée et précisée.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce que le néo-conservatisme ?

Yves La Marck : C'est un courant politique très important aux États-Unis. Il se caractérise par une grande sévérité à l'égard de l'Europe et accentue ses critiques en exploitant le sentiment anti-américain de certains milieux européens. Cette attitude, que l'on peut trouver étrange, s'accompagne d'un paradoxe : aux États-Unis, ceux qui attaquent le plus le comportement européen sont aussi les plus européens de tous les citoyens américains !

■ **Royaliste :** Cela demande des explications...

Yves La Marck : Les Américains « europhiles » rejettent le multiculturalisme ; ils veulent que l'Amérique reste européenne et préserve les valeurs européennes. Ils estiment que cette Europe, qui se détourne des États-Unis et qui leur fait défaut, les affaiblit dans le combat qu'ils mènent à l'intérieur de leur pays. Dans la critique de l'Europe, on perçoit l'expression d'un regret, on discerne une frustration réelle et d'autant plus forte que ces « europhiles » déçus sont très inquiets de l'évolution sociologique et démographique des États-Unis. Ainsi, la population d'origine mexicaine contrôle maintenant la situation électorale dans les trois grands États qui décident de l'élection du président des États-Unis : la Californie, le Texas et la Floride.

■ **Royaliste :** Cette sévérité sur fond de déception n'est-elle pas un phénomène passager, provoqué par les propos entendus lors de la campagne électorale en Allemagne ?

Yves La Marck : Non. En France, on ne mesure pas la dureté des critiques exprimées par les médias et une partie des intellectuels conservateurs américains, ni la force et l'influence du courant que ces derniers constituent.

Le courant conservateur, qui s'inspire du libéralisme d'Edmund Burke, a toujours existé aux États-Unis ; mais il s'est considérablement développé au fil des générations grâce à tout un réseau de clubs de réflexion (les *think tanks*) qui influencent fortement le Parti républicain, certaines universités, l'entourage du président et George Bush lui-même. Celui-ci est beaucoup plus influencé par cette idéologie néo-conservatrice que ne l'était son père.

■ **Royaliste :** Où peut-on trouver l'expression de cette idéologie ?

Yves La Marck : La pensée néo-conservatrice s'exprime dans de petites revues, très influentes sur les éditorialistes des grands quotidiens, les *columnists* qui sont repris par de très nombreux journaux d'un bout à l'autre des États-Unis.

Parmi ces hebdomadaires, le plus ancien est la *National review*, qui a consacré en octobre un dossier à l'anti-

américanisme français. On peut citer *American enterprise*, financée par la Fondation pour l'entreprise, qui consacrait dans son numéro de décembre un dossier à la « dérive des continents » - autrement dit le divorce entre les États-Unis et l'Europe. Il y a aussi *Weekly standard* : c'est la revue que parcourt le président Bush parce qu'on y trouve beaucoup de caricatures : elle s'en prenait dans son numéro d'octobre aux Allemands désignés comme les « adolescents en colère de l'Europe ». Les rédacteurs de *Weekly standard* sont très bien informés, notamment sur la France et les dossiers que cette revue a consacrés aux Juifs français et à l'islam en France étaient fort bien documentés mais très critiques pour notre pays. Les Français connaissent mieux *Commentary*, revue publiée par l'*American Jewish committee* qui a adopté des positions de droite en politique étrangère et dans le domaine culturel.

■ **Royaliste :** Comment s'explique le point de vue de ces néo-conservateurs ?

Yves La Marck : Il y a trois facteurs principaux.

Le premier est d'ordre institutionnel. Les néo-conservateurs n'ont pas compris ou ne veulent pas comprendre l'Union européenne. Ils découvrent aujourd'hui une Europe « post-nationale », au sens d'Habermas - d'où leur colère contre les Allemands. Ils fustigent l'abandon de l'es-

prit national sur le continent européen qui entraîne la démission face aux périls extérieurs.

Le second facteur est donc stratégique : pour les néo-conservateurs américains, l'Union européenne a renoncé à l'esprit de défense au profit du pacifisme.

Le troisième facteur touche à la civilisation même : cette Europe pacifiste (avec référence à Munich) aurait renoncé à ses valeurs, elle serait devenue antisémite (les exactions commises récemment viennent à l'appui de cette thèse) parce qu'elle serait en train de s'islamiser. Le thème de l'immigration revient très fréquemment chez les néo-conservateurs, avec une connotation négative pour ce qui concerne l'Europe. Au contraire, l'immigration est ju-



◆ New York, avril 2002 - Manifestation antisémite.

les ndus

gée positive pour les États-Unis, elle a une valeur fondatrice quant à la société américaine : ce sont les immigrants européens qui ont fondé les États-Unis alors que, selon les néo-conservateurs, l'arrivée d'immigrés en Europe met à mal les valeurs européennes.

Positif ou négatif, ce mythe de l'immigrant est très fort aux États-Unis. Il crée une attitude compliquée car les immigrants européens venus aux États-Unis se sentaient rejetés par l'Europe, ceci depuis les Pères Pèlerins du *Mayflower* jusqu'aux Juifs européens qui ont fui les pogroms de la fin du XIX^e siècle puis le nazisme. Ce sentiment de rejet n'est pas seulement le propre de la droite chrétienne ou de la communauté juive : il est fondateur pour les Américains, y compris ceux qui ne partici-

pent pas de la culture protestante ou juive.

■ **Royaliste : Ce sentiment est-il partagé par toutes les communautés américaines ?**

Yves La Marck : Non. Les Noirs, immigrants forcés, ne partagent pas cette attitude sur l'Europe. Il serait intéressant de savoir ce que pensent les Mexicains, qui sont numériquement à égalité avec les Noirs et qui représenteront dans quelques années 30 % de la population. C'est là une donnée très importante, mais je ne connais pas d'études sur les sentiments que pourrait éprouver cette population sur les questions dont je viens de parler.

■ **Royaliste : S'il est certain que le courant néo-conservateur exerce une influence sur l'attitude de nombreux citoyens américains, pèse-t-il fortement sur la politique du gouvernement des États-Unis vis-à-vis de l'Union européenne ?**

Yves La Marck : Les élections allemandes ont été un événement décisif pour le courant néo-conservateur, qui faisait jusqu'alors beaucoup plus confiance à l'Allemagne qu'à la France. Les critiques que notre pays adresse aux États-Unis ne constituent pas un phénomène nouveau, donc nous n'étions pas particulièrement visés. Au contraire, les néo-conservateurs sont tombés de très haut quand ils ont entendu ce qu'on disait des États-Unis en Alle-

magne : la stratégie américaine s'appuie depuis très longtemps sur la République fédérale, le soutien des Anglais étant considéré comme acquis - ce qui n'est pas nécessairement le cas.

La position centrale de l'Allemagne, la puissance de son économie, la croyance en une Allemagne « rédimée » faisait de ce creuset de l'Otan un allié privilégié. Pour les néo-conservateurs, les élections allemandes ont marqué la négation de toutes ces caractéristiques. Du coup, ils espèrent que les Français vont revenir vers les États-Unis, par peur d'une Allemagne retournant à ses vieux démons. La France est donc très courtisée, pour faire pièce à l'Allemagne. A travers le débat sur l'anti-américanisme en France, certains milieux s'efforcent de retrouver des alliés dans nos médias et chez les intellectuels français qui dénoncent les excès de l'anti-américanisme en France.

■ **Royaliste : Vu des États-Unis, quelle est la réalité et l'ampleur de cet anti-américanisme dont on débat passionnément en France ?**

Yves La Marck : A l'encontre de l'analyse des néo-conservateurs, j'estime que l'anti-américanisme en France n'est pas plus virulent que d'ordinaire et que le peuple français est loin d'être viscéralement anti-américain. Mais les anti-américains français rendent en ce moment un fier service aux néo-conservateurs car ils leur permettent de repérer les pro-américains français, de leur faire gagner le « centre » et de les rallier à leur politique !

Les malentendus franco-américains conduisent donc à des dialectiques compliquées et il faut agir avec beaucoup de discernement et de prudence pour ne pas être pris dans les ruses de l'histoire qui se fait. Pour ajouter à la complexité, je dirai aussi que les Français qui cultivent les thèmes classiques de l'anti-germanisme, et qui sont en général anti-américains, rendent eux aussi un joli service aux néo-conservateurs qui souhaitent que la France, en s'opposant à l'Allemagne, en vienne à resserrer ses liens avec les États-Unis...

■ **Royaliste : Nous ne pouvons pas être pro-américains, au sens du soutien à la politique que mène actuellement le gouvernement des États-Unis ; nous ne sommes pas anti-américains car nous ne considérons pas le peuple américain comme un ennemi ni la culture américaine comme absolument étrangère à la culture européenne. La voie paraît donc très étroite. Quelle attitude adopter ?**

Yves La Marck : *Royaliste* a bien fait de ne pas entrer dans le débat entre américanophiles et américanophobes qui sert les intérêts du président Bush et de ses soutiens néo-conservateurs. Pour leur part, les efforts que font les Français aux États-Unis pour expliquer la France et l'Europe ont peu de retentissement dans l'opinion publique et guère d'influence sur les élites - alors que l'influence américaine est très profonde dans notre pays.

Dans les colonnes de notre journal, mais aussi sur un plan général, il me paraît sage de penser et d'agir sans se soucier des réactions américaines. Il faut donc présenter un projet politique qui tient en quatre points, sans ordre de priorité :

- Aborder de front la question de l'antisémitisme en France, et en général en Europe, notamment à la faveur de l'élargissement à l'Est, ce qui est un aspect très important du malentendu actuel ;

- Favoriser l'organisation de l'islam de France et réussir l'intégration, afin de réfuter le « choc des civilisations », autre piège tendu par les États-Unis ;

- Renouveler l'axe franco-allemand, ce qui obligera l'Angleterre à « se soumettre ou à se démettre », son crédit diminuant alors aux yeux des États-Unis ;

- Bâtir une authentique Europe politique, au lieu de disserter sur les civilisations à la manière de Huntington et de discuter sur des « valeurs » qui définiraient l'Europe ou qui seraient communes à l'Europe et aux États-Unis.

Propos recueillis par
B. La Richardais

■ Sur « Le conservatisme américain » on pourra consulter le "Que sais-je ?" de Nicolas Kessler (prix franco : 7,50 €) dont nous avons rendu compte dans *Royaliste* n°718.



Manifestations d'Américains contre « la

• L'association *Pénombre*, qui a récemment fêté son dixième anniversaire, publie une lettre d'information toujours instructive pour le citoyen soucieux d'y voir clair dans les « données » statistiques qu'il inurgite massivement chaque jour, et indispensable pour les journalistes qui sont exposés à d'innombrables pièges.

Dans le numéro 31 d'octobre 2002, on vérifiera que le ministre de l'Intérieur annonce une baisse de la délinquance (depuis qu'il est en fonction) qu'il n'est pas en mesure de prouver puisque l'augmentation de 0 % (sic) est enregistrée (re-sic) dès le mois de mai alors que les mesures annoncées ou décidées ne pouvaient pas avoir eu d'effets.

• Sous le titre « Faire face », *Les Cahiers de médiologie*, dont Régis Debray est le directeur, ont consacré un numéro au visage. Il y est question d'identité, de regard, de miroir, de laideur, mais aussi de cosmétologie, de chirurgie plastique, de maquillage. L'énigme demeure, posée à chacun dès qu'il rencontre quelqu'un d'autre.

Nous retrouvons Platon, Hegel, Baudelaire, Levinas mais aussi Michel Foucault montrant que « les souverains n'avaient pas de visage » parce que « la souveraineté fonctionnait au signe » alors que la politique moderne « fonctionne à l'expression ». Dans ce numéro 15, amples et belles matières à méditations.

• Le premier numéro de *Corrélat* a été publié en mai 2002. Cette revue annuelle se place à la confluence de la philosophie, de la psychanalyse et de la psychiatrie, et publie des dialogues féconds. Celui qui avait réuni Jean-Toussaint Desanti, Françoise Gorog et Jean-Paul Dollé est particulièrement riche et émouvant puisque cette réflexion sur le corps, la relation à l'autre et « l'entre-deux » précède de peu la mort de « Touki ».

On suit également avec un vif intérêt le cheminement philosophique de Jean-Paul Dollé dans les célèbres passages parisiens, en compagnie de Baudelaire et de W. Benjamin.

• Autre premier numéro, celui de *Salamandre*, dirigée par Florence Kuntz, député au Parlement européen qui a eu la bonne idée de présenter l'Europe historique et effective, celle des peuples, des villes, des fleuves et des nations. La Grande Europe, donc, célébrée « dans la perspective heureuse de l'élargissement » par des écrivains, des politiques, des écrivains. Eric Zemmour évoque le Danube, Elisabeth Lévy nous rappelle Belgrade sous les bombes, Bertrand Renouvin plaide pour la Bosnie. Poignantes photographies de Moscou.

Économie du désir

Après avoir discrètement cheminée, voici que la pensée de Georges-Hubert de Radkowski s'offre à la réflexion de nos contemporains. Elle ne cessera de mettre en question nos certitudes sur l'essence de la technique, sur les fondements de l'économie politique et sur notre manière d'habiter le monde.

Que *Les jeux du désir* puissent être réédités plus de vingt ans après leur première publication (1), voilà qui semblait relever de la rêverie amicale. Relégué de son vivant parmi les marginaux, « Radko », penseur du nomadisme (2) était lui-même de l'espèce nomade, de celle des aventuriers qui savent ce qu'ils font et où ils vont - à la différence des obstinés qui tournent en rond au fond de leurs propres impasses.

Mieux : notre ami Georges-Hubert reparait dans une collection « pour étudiants », ce qui signifie que certains de ses lecteurs n'étaient pas nés lors de la première publication de l'ouvrage. A cette époque le monde soviétique paraissait encore solide, le « libéralisme avancé » était un balbutiement inscrit en marge du grand livre de l'État-providence, le Parti socialiste préparait la « rupture avec le capitalisme » et le Programme commun était considéré comme la grande promesse des temps qui allaient venir.

Noble polonais, héros de l'insurrection de Varsovie, anticomuniste déclaré, Georges-Hubert de Radkowski semblait à tous égards « dépassé » comme on disait alors. Pourtant, il se reliait à sa manière à tout un courant critique de la modernité qui prolongeait la thématique contestataire des années soixante. En 1980, on lisait encore Ivan

Illich, on travaillait avec René Girard, on explorait le libéralisme en plein essor avec Jean-Pierre Dupuy, on entreprenait un réexamen complet de la question monétaire avec Michel Aglietta et André Orléan.

« Radko » participait à ces vastes réflexions et la richesse de sa contribution fut immédiatement reconnue. Sa critique portait sur des couples connus : technique et économie, désir et besoin. Mais il montrait l'obscurité du concept de Besoin, qui est censé justifier la science économique dont on répète qu'elle est vouée à la « satisfaction des besoins ». C'est là une vocation illusoire, une fausse finalité, un cercle effectivement vicieux puisque l'économie qui prétend satisfaire nos besoins (et en finir avec la rareté) ne cesse d'en créer de nouveaux. Le besoin est une astreinte, alors que le désir permet à l'homme de s'arracher à son milieu et de le soumettre grâce aux techniques mises en œuvre. L'économie, quant à elle, n'est pas fondatrice ni essentiellement productive : c'est un ensemble de dispositifs destinés à économiser de l'énergie (dans l'économie nomade), des ressources physiques (dans l'économie sédentaire) ou du temps (dans l'économie industrielle).

De ces définitions et de ces distinctions procède une mise en question radicale de l'idéologie moderne de la technique,

expression d'un désir de puissance qui peut libérer les hommes (de diverses contraintes) sans les rendre libres pour autant, et d'une économie impérieuse, totalisante voire totalitaire qui impose son empire à la technique et cherche à réduire nos désirs à l'état de besoins. Georges-Hubert de Radkowski récusait l'idée d'un progrès technique linéaire et d'une économie naturellement bienfaisante. Il envisageait une technique à nouveau ancillaire et une « économie des désirs » qui nous permettrait d'atteindre à une sagesse.

Tels étaient les enjeux d'un débat qui s'est poursuivi au fil des années et que nous retrouvons aujourd'hui dans sa fraîcheur initiale. Les immenses dégâts commis par l'ultralibéralisme nous obligent à aller aujourd'hui au plus pressé (nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves selon les trois injonctions de François Perroux) mais cela ne peut nous empêcher de continuer à repenser l'économie politique, en passant chacun des concepts forgés par ses théoriciens au fil de la critique. Pour cette tâche, Georges-Hubert de Radkowski reste un bon compagnon d'aventure et un interlocuteur inlassable.

B. RENOUVIN

■ (1) Georges-Hubert de Radkowski - « *Les jeux du désir, De la technique à l'économie* », Préface de Dominique Lecourt. Postface de Jean-Pierre Vernant. PUF. Quadrige, 2002, (première édition PUF, 1980), prix franco : 16 €.

■ (2) Du même auteur, « *Anthropologie de l'habiter, Vers le nomadisme* », Préface d'Augustin Berque / Postface de Michel Deguy. PUF, 2002, prix franco : 19 €.

A propos de Tolkien

L'extraordinaire succès du *Seigneur des Anneaux* — meilleure vente dans le monde après la Bible — relayé par les films de Peter Jackson, oblige à réfléchir sur la signification de ce qu'il faut bien appeler un phénomène culturel. Ce succès n'est pas isolé. On est amené à l'associer à la vogue *Harry Potter* et à l'engouement d'une grande partie de la jeunesse à l'égard d'une forme d'imaginaire relayée par les séries télévisées suivies avec passion. Cet imaginaire appartient à l'ordre du fantastique tout en relevant du mythe et de l'épopée. Je l'avoue tout net : ma méfiance est spontanée par rapport à cette culture à la fois postmoderne et archaïque. J'ai eu souvent l'occasion ces dernières années d'exprimer mon opposition à ce que je considère comme une véritable entreprise de désintégration de l'esprit. Profondément d'accord en cela avec Christopher Lasch, j'entrevois dans la mentalité *new age* un mouvement régressif et nullement innocent, qui renvoie à l'illusion de la toute puissance et au déni de la réalité. L'aboutissement très concret de pareille dérive nous le voyons se dessiner avec l'aberrante secte raelienne et son projet insensé de maîtrise technologique du devenir biologique de l'espèce.

Cependant, il ne suffit pas de dénoncer, il faut comprendre pourquoi on en est arrivé là. Le besoin de fantastique ne constitue pas en soi une dérive intellectuelle. Notre fonction imaginaire est inhérente à notre condition spirituelle et à notre appréhension du monde. Un certain rationalisme desséché a suscité les conditions du retour à une sorte d'imagination sauvage. Nous avons besoin de rêver, de dépasser nos limites. A condition de n'y pas briser la figure de notre humanité. C'est pourquoi les producteurs du fantastique ont une lourde responsabilité morale. Il est si facile pour eux de manipuler les esprits, au mépris de tout respect pour les jeunes qu'ils entraînent dans leur course à travers les mondes.

Mais tel n'est pas le cas de Tolkien dont le triomphe actuel pourrait se fonder sur un malentendu complet. Il n'est pas sûr d'ailleurs que le cinéaste Jackson l'ait vraiment compris. L'auteur du *Seigneur des Anneaux* (1892-1973) est le contraire même d'un ésotérique du genre allumé. C'est un écrivain profond, un humaniste éclairé en même temps qu'un catholique à l'orthodoxie sans failles, familier de la messe quotidienne. On oublie d'autant plus la personnalité de Tolkien que le mythe qu'il a créé s'est en quelque sorte autonomisé. Mais il n'était pas n'importe quel auteur de science fiction. Professeur à Oxford, spécialiste de la civilisation nordique, artisan du fameux *Oxford english dictionary*, c'était un savant éminent. Il n'est plus là pour défendre son œuvre désormais à la merci des prédateurs et des trafiquants du sacré. Cependant la substance même de

son livre majeur suffit à sauvegarder son intention. Encore faut-il le lire avec suffisamment d'acuité pour ne pas s'égarer. Heureusement de bons connaisseurs de sa pensée et de ses livres peuvent utilement guider la lecture des novices que sont nos adolescents et que je suis moi-même, rebelle jusqu'alors à cette forme de littérature.

Pourtant, mon attention avait été attirée il y a fort longtemps déjà par l'engouement d'un grand théologien, en la personne du Père Louis Bouyer à l'égard du *Seigneur des Anneaux*. Loin d'y voir on ne sait quelle diablerie, il soulignait l'intérêt d'une œuvre qui ouvrait l'imaginaire des jeunes générations à une existence plus riche. Ces jeunes gens déclarait-il à mon ami Georges Daix « *cherchent à retrouver le symbolisme fondement de la place de l'homme dans le monde qui est la condition préalable à tout éveil religieux* ». Et de souligner que l'homme ne saurait se passer de mythes et qu'au demeurant il était préférable que ceux-ci ne fussent pas pervertis par les manipulateurs du sacré.

par Gérard Leclerc



Afin de bien comprendre Tolkien, je conseillerai le petit livre d'Irène Fernandez qui précisément éclaire complètement le sujet, en montrant comment l'écrivain a donné à son mythe une architecture morale extrêmement solide. D'abord la magie a un rôle très réduit dans ce mythe, et le véritable objectif de Tolkien est de permettre de saisir avec plus de profondeur et d'acuité la réalité. Lui-même notait que sa « *féerie* » ne contredisait nullement la raison qu'elle présupposait : « *Elle ne détruit ni même n'insulte la raison, elle n'affaiblit ni le désir ni la perception de la vérité scientifique. Au contraire. Plus la raison est forte et lucide, meilleure sera la fantasy qu'elle créera.* » Loin d'exercer un rôle déréalisant, cette *fantasy* réveille l'intelligence, nous arrache à nos habitudes

et nous invite « *à regarder hors de nous-mêmes et à voir les choses avec netteté* ».

Nous sommes très loin des séductions perverses d'une certaine production vampirique, car tout l'univers onirique de Tolkien vise à former à un sens sérieux de la vie, sans transiger sur la distinction du bien et du mal, en exaltant les vertus de ténacité et de courage, sans fuir les questions essentielles que sont la finitude et la mort. C'est là, d'ailleurs, que son christianisme s'exprime avec le plus de netteté, sans qu'il soit jamais affirmé pour lui-même. Nous sommes complètement dans l'imaginaire et on ne doit même pas y rechercher des transpositions directes qui dénatureraient et moraliseraient par trop le récit. Tolkien s'est voué à la création d'un langage original, ce qui s'explique de la part du philologue qu'il était. Le langage porte une histoire qui se suffit à elle-même. Cependant rien n'est gratuit en tout cela, et les lecteurs sont conduits à travers les péripéties de l'épopée à ressaisir le monde et leur propre conduite. La mythologie elle-même impose le retour aux grandes interrogations. Ainsi les elfes doués d'immortalité sont en fait immobilisés « *dans un état sans espérance* ». C'est donc que l'énigme de notre mortalité est susceptible d'une émergence au-delà du cercle fermé d'une vie trop étroite. Bienfait de Tolkien.

■ Irène Fernandez - « *Et si on parlait du Seigneur des Anneaux - Le sens caché de l'œuvre de Tolkien* », Presses de la Renaissance, prix franco : 13 €.

Guérilla

Cest à une page méconnue de l'histoire espagnole que nous convie Francisco Martínez-Lopez : celle des guérillas qui se sont poursuivies après la fin de la guerre civile espagnole.

Le récit de *El Quico* débute alors que les combattants antifranquistes avaient déjà en partie perdu leurs illusions sur une intervention internationale. Il nous présente une résistance non dogmatique, multiparti et souvent en décalage avec la ligne officielle des partis de l'exil. C'est alors un combat désespéré et solitaire que mènent ces combattants de l'intérieur. Un combat se développant sur deux axes : l'action militaire et l'infiltration des structures officielles du régime. *El Quico* tout au long de son récit met l'accent sur le rôle des agents de soutien, souvent exposés aux représailles, rendant un hommage particulier au bas clergé et aux femmes. De ses souvenirs se détache la figure légendaire de Manuel Giron, résistant mythique, assassiné en 1951. Le combat était sans merci, toujours sous la menace de la répression, de la trahison ou des infiltrations.

Odette Martínez-Maler dans sa postface rappelle que le combat perdure. Un combat pour la mémoire, car ces combattants antifranquistes des guérillas ont été évincés de l'histoire officielle, y compris de l'amnistie de 1977.

Ce court livre passionnera tous les curieux de l'histoire d'un pays qui nous est si proche et que les tragédies du siècle n'ont pas épargnées.

Bruno DIAZ

Francisco Martínez-Lopez - « *Guerrillero contre Franco. La guérilla antifranquiste du León 1936-1951* », Éditions Syllepse, prix franco : 14 €.

Les gladiateurs

Pendant sept siècles, les Romains se sont délectés des combats de gladiateurs. Passion étrange, difficilement compréhensible aujourd'hui, qu'il convenait d'étudier au-delà des légendes et des fictions littéraires et cinématographiques. C'est ce que le livre d'Anne Bernet fait d'une façon magistrale.

Ave, Caesar, morituri te salutant (salut, César, ceux qui vont mourir te saluent). Tout le monde sait ou croit savoir, que les gladiateurs lorsqu'ils entraient dans l'arène pour combattre jusqu'à la mort, saluaient ainsi l'empereur. Phrase historique, elle ne fut lancée qu'une fois en l'an 52, devant l'empereur Claude lors des festivités données à l'occasion de l'inauguration des travaux d'assèchement du lac Fucrin au sud de Rome et, paradoxe de l'histoire, ce jour-là, tous ceux qui devaient mourir sortirent vivants de l'arène.

Heureux vivants ceux-là, mais combien d'autres, sans doute des centaines de milliers sur l'ensemble du monde romain, à l'exception notable de la Judée, périrent parce que vaincus, égorgés, les reins ou le cœur transpercés par l'épée, devant une foule en délire qui avait condamné, le pouce baissé. La gladiature c'est sept siècles de meurtres légaux, de 264 av. J.-C. date de son introduction officielle à Rome, à 438 où son interdiction fut proclamée par l'empereur Valentinien III. Une histoire qui n'a cessé de fasciner le public et tant de peintres, écrivains et cinéastes. Pourquoi cet étrange pouvoir exercé par ce qui semble n'être qu'une extrême

perversion ! En fait ne subsiste-t-il pas un plaisir « *en des fonds obscurs de chacun d'entre nous de regarder mourir autrui. Et d'en tirer une joie sauvage ?* »

A chacun de se poser – ou non – la question si l'envie lui prend de lire le livre magistral qu'Anne Bernet vient de consacrer à cette longue et tragique histoire. La gladiature ne fut pas un phénomène anecdotique, spectaculaire mais insignifiant au regard de la civilisation romaine. Elle tint une place considérable et parfois essentielle dans l'empire. Rome a été le seul régime au monde à avoir institutionnalisé cette pratique. Ce n'est pas un hasard.

« *La gladiature, à l'origine partie intégrante de rituels funéraires propres à l'Italie du Sud est, peu à peu, devenue d'abord un levier de pouvoir entre les mains de l'autocratie romaine républicaine, puis entre celles des princes qui se succédèrent à la tête de l'empire et enfin un spectacle toujours plus brillant, toujours plus sanglant, toujours plus cruel qui ne se donnera même plus de prétexte religieux ou politique.* »

Les Gladiateurs est à tous points de vue un livre remarquable. Une érudition impressionnante, ni pesante, ni

pédante, servie par un style d'une fermeté et d'un classicisme – peut-on dire très latin ? – qui ne laisse subsister aucune zone d'ombre. Au terme de trois cents cinquante pages, dont pas une ne lasse l'attention du lecteur, on saura tout. Des détails certes nécessaires. Qui étaient les gladiateurs – et même les gladiatrices – d'où venaient-ils, comment vivaient-ils, comment mourraient-ils, et parfois survivaient... ? Au-delà de ces précisions il faut retenir les réflexions et analyses de l'auteur portant sur les fondements même d'un tel phénomène. Comment et pourquoi de tels spectacles, pourquoi une telle passion pour ce qui n'aurait dû être que répulsion de la part de ces Romains « *qui regardant combattre les gladiateurs n'avaient pas plus mauvaise conscience que ne l'ont aujourd'hui les organisateurs de combats de coqs ou de pitbulls* » ?

Histoire étrange mais qu'il fallait traiter dans sa globalité, au-delà des légendes et des inventions littéraires et cinématographiques. Pourra-t-on faire mieux à l'avenir. J'en doute. Anne Bernet a magistralement épuisé le sujet.

Michel FONTAURELLE

Anne Bernet - « *Les Gladiateurs* », Perrin, prix franco : 22 €.

Pour tous vos achats de livres faites appel à notre "Service librairie".

HOMMAGE à LOUIS XVI

● A Paris, la messe traditionnelle pour le repos de l'âme de Louis XVI aura lieu le **mardi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur email blanc) - 10 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (email rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 22 janvier : Journaliste au *Nouvel Observateur*, **Olivier TOS-CER** a récemment publié une enquête concernant les pratiques, souvent légales, parfois délictueuses, qui ont permis l'enrichissement prodigieux d'un petit groupe de personnalités du monde de l'entreprise et de la finance.

Complaisances ministérielles, cécité des autorités de marché, réseaux d'amitiés et d'initiés, trafics d'influence, spéculations "miraculeuses" ont créé depuis une vingtaine d'années un système antidémocratique et contraire au souci de justice sociale. Notre invité nous fera pénétrer « **Au cœur du favoritisme d'État** ». Les manœuvres industrielles et financières, le montant des profits, les coûts supportés par la collectivité nationale, les noms et les carrières des privilégiés : autant d'informations et de révélations qui appellent à une révolution.

● Mercredi 29 janvier : Les résultats de l'élection présidentielle ont brouillé les références politiques habituelles et ajouté de la confusion dans l'esprit d'un temps troublé. C'est dans cette situation que **Daniel LINDENBERG**, philosophe et historien des idées, souvent invité à nos réunions

parisiennes, a publié un essai qui a soulevé une tempête (cf. *Royaliste* n° 805). L'adversaire qu'il désigne, ce sont « **Les nouveaux réactionnaires** », parmi lesquels figurent plusieurs intellectuels que nous accueillons régulièrement parmi nous. C'est dire à quel point la polémique nous intéresse et nous intrigue. Les « nouveaux réactionnaires » ont-ils une existence et une cohérence ? L'affrontement classique entre la droite et la gauche conserve-t-il sa pertinence ou de nouvelles lignes de front sont-elles en train de se dessiner ? Ces questions engagent notre avenir.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse courriel et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ».

Communiquez-nous également les adresses électroniques de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

Veuillez aussi noter l'adresse internet à laquelle il convient désormais de nous écrire :

NouAcRoyal@aol.com

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

► Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

CITÉ

RAPPEL - Le dernier numéro (n° 39) de la revue *Cité*, consacré à *Écologie et politique*, est toujours disponible.

Nous incitons les lecteurs à nous commander ce numéro en envoyant un chèque de 7 €. Ou mieux encore, à s'abonner à *Cité* : 24 € pour un abonnement d'un an (quatre parutions).

Sur simple demande nous vous enverrons une liste détaillée des anciens numéros de *Cité* encore disponibles. Des trésors dorment à votre portée : ne les ratez pas !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : **NouAcRoyal@aol.com**
- ✓ Site internet : **http://www.multimania.com/royaliste**
- ✓ Téléphone : **01.42.97.42.57**
- ✓ Télécopie/répondeur : **01.42.96.05.53**
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La leçon brésilienne

La « gouvernance » française n'a pas jugé utile de manifester sa sympathie, ni même son intérêt, pour l'élection de Luiz Inacio Lula da Silva à la présidence de la République du Brésil. Alors que le président portugais et le prince héritier Felipe d'Espagne assistaient, en compagnie de quinze autres chefs d'État, à la cérémonie d'investiture de Lula le 1^{er} janvier, la France était représentée par un secrétaire d'État au tourisme.

MM. Chirac, Raffarin et de Villepin semblent ignorer les relations d'amitié, anciennes et profondes, qui nous lient au Brésil. Ils méprisent manifestement l'histoire qui se fait en Amérique latine, dans l'extrême douleur et maintenant dans la fragile espérance.

Laissons cela. Les Brésiliens savent que d'innombrables Français regardent avec sympathie ceux qui veulent mettre toute la force possible au service de la justice, contre la violence ultra-libérale qui frappe l'ensemble de l'Amérique latine. Mais l'affirmation d'une solidarité ne suffit pas. Sans préjuger de la suite des événements, il nous faut tirer la leçon de la victoire électorale de Lula.

Il n'y a certes pas de « modèle brésilien », mais un exemple à méditer en Europe, où les adversaires de la globalisation sont en retard par rapport à leurs compagnons latino-américains. Ceux-ci ont compris depuis longtemps que la conquête de l'État était la condition première de la mise en échec de l'impérialisme américain et du capitalisme financier. Hélas, cette intelligence politi-

que exprime moins un génie particulier que la nécessité de sortir au plus vite d'une situation d'extrême misère. Quoi qu'en pensent les maîtres-censeurs parisiens, la popularité de Vladimir Poutine en Russie résulte du même impératif. Et le silence gêné qui entoure Siméon de Bulgarie dans le milieu anti-mondialiste – plus préjudiciable au peuple bulgare qu'à son premier ministre – n'empêche pas la manifestation d'une logique politi-



que élémentaire qui désigne, pour toutes les nations et sur tous les continents, l'État comme moyen du développement.

A l'ouest de l'Europe, nous avons encore des réactions de gosses de riches. Tout l'héritage n'est pas encore dilapidé. Il y a encore des richesses considérables, d'immenses capacités industrielles et agricoles, et la détresse croissante des classes moyennes et populaires n'est pas aussi visible qu'en Argentine ou dans les Balkans. L'urgence paraît moindre et l'intégration de la gent médiatique dans le système oligarchique engendre une présentation de l'actualité qui ne facilite pas, c'est le moins

qu'on puisse dire, la mobilisation populaire sur les véritables enjeux.

Ces retards et ces obstacles ne sauraient nous décourager. La bataille intellectuelle contre l'ultra-libéralisme est gagnée et les mobilisations contestataires sont impressionnantes en Espagne, en Italie, en Allemagne, y compris sur le front syndical (1). Les Français, qui ont apporté une contribution décisive à la victoire idéologique et qui ont manifesté par millions leur opposition à l'oligarchie lors des élections de l'an passé, sont encore trop faiblement organisés. Cela tient à l'effondrement des partis de la gauche classique mais aussi à l'absence d'objectifs politiques clairement désignés.

Toutes les dénonciations ont été faites, toutes les oppositions se sont manifestées. Il faut maintenant que les luttes deviennent positives. Cela signifie qu'il faut dépasser l'anti-américanisme pour s'engager dans une voie proprement européenne du développement de notre continent, dépasser l'anti-mondialisme pour organiser l'inter-nationale des nations afin de favoriser les projets de reconstruction économique et de progrès social – que ce soit en Amérique latine, en Russie ou dans les Balkans. Cela implique que, dans chaque nation, les mouvements de révolte se transforment en mouvements révolutionnaires s'assignant la conquête démocratique du pouvoir politique. Particulièrement sensibles à l'absence dans notre pays de personnalité symbolique capable de fédérer les énergies, les royalistes de la NAR veulent favoriser cette entreprise politique, selon la ligne gaullienne qu'ils n'ont cessé de faire valoir.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. notre éditorial du n° 804 : L'esprit de Florence.